

*Questions orales*

**M. Broadbent:** J'exhorte la Chambre à adopter les recommandations.

\* \* \*

**LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU****ON DEMANDE L'EXTENSION DES DÉDUCTIONS POUR FRAIS DE SCOLARITÉ AUX PARENTS DE JEUNES CHÔMEURS**

**M. Benno Friesen (Surrey-White Rock-Delta-Nord):** Monsieur le Président, mon collègue le député de Mission-Port Moody (M. St. Germain) vient d'expliquer à quel point est sacrifiée une génération, celle des jeunes de 15 à 24 ans; un grand nombre d'entre eux sont au chômage et ils constituent la catégorie de chômeurs la plus durement touchée. Beaucoup sont désorientés, découragés et perdent leur temps. Pourtant, le moment serait très bien choisi pour suivre des cours. Ils pourraient ainsi se préparer à l'ère de la technologie, en pensant non seulement à trouver du travail plus tard, mais aussi à leurs loisirs. Malheureusement, ils ne peuvent s'inscrire dans un établissement d'enseignement parce qu'ils n'ont pas d'argent.

● (1410)

Dans bien des cas, les parents seraient prêts à payer les droits d'inscription, même si leurs enfants sont majeurs, s'ils pouvaient déduire cette dépense de leur revenu imposable. Je demande donc au ministre des Finances (M. Lalonde) de se pencher sur le sort de ces chômeurs, de les encourager à faire des études, et de permettre à leurs parents de déduire de leur revenu ces frais d'inscription afin que nos jeunes puissent se préparer à l'ère de la technologie et faire un meilleur usage de leurs loisirs.

\* \* \*

**L'EMPLOI****LA PÉNURIE DE POSSIBILITÉS DANS LES RÉGIONS RURALES**

**M. Arnold Malone (Crowfoot):** Monsieur le Président, certaines circonscriptions ont reçu cette année des subventions totales de 3 millions de dollars du programme Canada au travail et du programme de croissance locale de l'emploi. Par contre, ma circonscription, celle de Crowfoot, n'a reçu que le strict minimum, soit \$100,000.

La majorité des programmes d'aide du gouvernement sont fondés sur les données compilées par Statistique Canada. Les fonctionnaires et ceux qui élaborent les politiques soutiennent que le chômage est la seule raison valable pour accorder des subventions gouvernementales. A première vue, cela peut sembler logique, mais en réalité, on prive ainsi de vastes régions rurales du Canada de toute possibilité de croissance. Il n'y a pas eu la moindre fumée dans ma circonscription depuis que le chef Pied de Corbeau a brûlé son tipi au siècle dernier.

Dans beaucoup de régions rurales du Canada, on est tellement convaincu depuis des générations que les villes et villages des environs n'ont aucune industrie et donc aucun emploi à offrir que tous les jeunes qui ont un peu de jugeotte partent automatiquement s'installer dans une grande ville dès qu'ils

sortent de l'école. Les collectivités rurales exportent des chômeurs.

Naturellement, il y a moins de chômeurs dans les régions rurales. Il ne faut pas en conclure qu'on y trouve des emplois en abondance.

Il est grand temps de s'affranchir des idées toutes faites qui ont entraîné les gouvernements à de fausses conclusions quant aux véritables causes du chômage.

Le Canada rural exporte ses chômeurs. La plupart des chômeurs de ma circonscription sont inscrits sur les listes à Lethbridge, Calgary, Red Deer ou Edmonton.

**M. le Président:** Je dois interrompre le député et lui signaler que son temps de parole est écoulé.

\* \* \*

**LA CHAMBRE DES COMMUNES****LES BUDGETS PRINCIPAUX DES DÉPUTÉS**

**M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill):** Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour dénoncer la décision des commissaires de la régie intérieure qui ont annoncé que les budgets principaux des députés ne seraient augmentés que de 4 p. 100.

Cette décision des ministériels libéraux va à l'encontre des recommandations du comité multipartite qui avait demandé que les budgets principaux des députés soient majorés substantiellement pour leur permettre de rémunérer équitablement leurs adjoints et d'aligner le salaire de leur personnel sur ceux des autres employés de la Chambre des communes.

Le caucus du NPD ne saurait accepter pareille injustice de la part des commissaires de la régie intérieure. Les députés savent tous que leurs adjoints travaillent de longues heures sans indemnisation aucune, n'ont pratiquement pas de sécurité d'emploi et qu'ils sont condamnés à faire figure de seconds violons par rapport aux employés de la Chambre des communes.

Cette injustice dépasse les questions d'allégeance politique et au nom de tout le caucus du NPD, je prie instamment tous les députés sans exception de manifester bien haut leur indignation et leur colère devant l'arrogance et l'injustice flagrante avec laquelle les commissaires de la régie intérieure ont agi.

**QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

**LE REVENU NATIONAL****LA RÉINSTALLATION DU SOUS-MINISTRE**

**M. Chris Speyer (Cambridge):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Revenu national. Le 24 février, le ministre, a eu sept occasions de témoigner sa confiance à son sous-ministre. Il a refusé. Ce matin, de façon officielle, Bruce MacDonald a été sacré. Il est clair qu'il n'est qu'un bouc émissaire.